



Le 28 février 2023

Tunisie

Le prolétariat, toute la population laborieuse, la jeunesse attendent que la direction de l'UGTT les appelle à affronter Kais Saïed pour le chasser et qu'elle assume le pouvoir !

Le 31 janvier 2023, le dirigeant du syndicat UGTT des autoroutes, Anis Kaabi, était arrêté pour avoir « [bloqué] les routes et avoir menacé de bloquer des autoroutes » (propos du président de la République Kais Saïed), c'est-à-dire d'avoir organisé une grève des salariés du secteur. Selon la presse, le tribunal de première instance de Tunis indiquait que la plainte « concerne un fonctionnaire ayant usé de sa qualité et intervenu dans des émissions radiophoniques pour annoncer que les agents de Tunisie Autoroutes observeront une grève... ». En déplacement en Tunisie, Esther Lynch, dirigeante de la Confédération européenne des syndicats (CES), intervenait le 18 février pour la libération du syndicaliste lors d'une manifestation à Sfax : elle a été expulsée illico du territoire tunisien.

Le 13 février 2023, le secrétaire général de la fédération du transport, Wajih Zidi, et d'autres syndicalistes sont convoqués, suite à une plainte du ministère des Transports, devant la brigade de lutte contre la criminalité relevant de la Garde nationale de Ben Arous, pour interrogatoire suite aux mouvements de protestation dans le secteur du transport (voir plus loin).

Le 13 février également, le directeur de la station de radio Mosaïque FM était lui aussi arrêté, selon son avocate « sans mandat d'arrêt ni raison officielle, son interrogatoire ayant porté sur ses choix éditoriaux » (propos rapportés par RFI).

Les arrestations politiques et les mesures d'intimidation se sont multipliées durant ce mois de février, soulignant la volonté du pouvoir de tenter de museler ses opposants, des coups visant en particulier l'UGTT, première organisation syndicale tunisienne forte de près d'un million de membres et pouvant occuper une place politique de premier plan. Elles interviennent immédiatement après les élections législatives, dont les résultats ne furent pourtant pas particulièrement favorables à Kais Saïed.

Retour sur les résultats des élections législatives de 2023

Le deuxième tour des élections législatives en Tunisie s'est déroulé le 29 janvier 2023, sur la base d'un mode de scrutin uninominal à deux tours et non scrutin de liste comme c'était le cas jusque-là. Il a connu,

officiellement, un taux de participation de 11,3% (moins de 5% pour les jeunes entre 18 et 25 ans). Au premier tour, le 17 décembre 2022, la participation était de 8,8%.

Ces résultats ne constituent aucune surprise. Il était clair que ces élections n'étaient qu'une mascarade dans le but de fournir une pseudo légitimité à Kaïd Saïed et de réunir un parlement à sa botte, sans aucun pouvoir notamment à la suite des dispositions constitutionnelles adoptées par référendum l'été précédent (voir plus bas). N'empêche que ces « élections » ont pu se tenir, les « partis d'opposition » ayant appelé à leur « boycott » (c'est leur terme), c'est-à-dire non pas à empêcher leur tenue mais à une simple abstention.

Quant à l'UGTT, son secrétaire général Noureddine Taboubi, déclarait deux jours avant les élections, le 27 janvier : « *Quelle autre alternative que le dialogue a-t-on ? La violence ? Non, ce n'est pas dans notre culture en tant que Tunisiens. En dernier recours, nous proposons une opération de sauvetage. De sauvetage national* ». Et le président du Forum tunisien des droits économiques et sociaux, une ONG indépendante ajoutait : « *On ne peut plus attendre. Il peut se passer à tout moment des dérapages. Des personnes qui descendent dans la rue pour réclamer leurs droits, car beaucoup de Tunisiens vivent désormais dans la pauvreté et le dénuement.* » (propos rapportés par RFI).

Voilà la voie que la direction de l'UGTT propose : la voie du « dialogue », c'est-à-dire celle de la soumission (bien sûr, nous n'ignorons pas qu'il y a à l'intérieur de l'UGTT des tendances opposées au « dialogue »). Voilà la « violence » qu'ils craignent : la mobilisation du prolétariat, de la paysannerie pauvre et de la jeunesse pour la défense de leurs conditions d'existence.

Un référendum sur mesure pour permettre à K. Saïed de renforcer son pouvoir

Les résultats des élections législatives interviennent après ceux du référendum du 25 juillet 2022 (décidé par Saïed). Ce référendum portait sur le texte d'une nouvelle constitution rédigé par Saïed lui-même dans le but de s'arroger les pleins pouvoirs, à tel point que « *le juriste chargé par Saïed d'élaborer une ébauche de Constitution, a désavoué le texte final, estimant qu'il pourrait "ouvrir la voie à un régime dictatorial"* » (*Le Monde*, 27 juillet 2022).

Officiellement, le taux de participation fut de moins de 30% (en réalité, il y aurait eu moins de 10% de votants), mais avec plus de 94% de oui, de quoi conforter Saïed dans ses objectifs.

Ce référendum qui ne fut donc pourtant même pas plébiscitaire était convoqué un an exactement après le coup de force bonapartiste de Kaïs Saïed qui, le 25 juillet 2021, destituait le gouvernement puis, quelques mois plus tard, dissolvait le Parlement ainsi que le Conseil supérieur de la magistrature pour gouverner par décrets.

On peut à juste raison imaginer que l'UGTT aurait condamné ce référendum et appelé à en empêcher la tenue. Il n'en fut rien. La direction du syndicat a décidé de « *laisser chacun libre de choisir entre le oui et le non* » ! Le 14 juillet 2022, soit dix jours avant le référendum, le secrétaire général de l'UGTT, Taboubi, déclarait lors du congrès de la fédération des

cadres et surveillants généraux (à Hammamet) : « *Notre syndicat ne cherche pas à se positionner sur la scène politique. Sa véritable mission est de dire la vérité et de défendre les acquis du pays. (...) Son objectif est de renforcer son unité et sa capacité à négocier et à défendre les dossiers en cours* ». Est-il besoin de commenter ?

« *Négocier les dossiers en cours* »...pour laisser passer l'essentiel : « *ne pas se positionner sur la scène politique* »... et permettre à Saïed d'asseoir peu à peu son pouvoir pour demain s'attaquer de front au prolétariat et à la jeunesse.

Désireuses d'affronter et de chasser K. Saïed, les masses sont impuissantes par manque de direction politique

Pourtant, en dépit de l'absence de parti ouvrier et de la désertion (c'est le moins que l'on puisse dire) de la direction de l'UGTT, les masses laborieuses ne se laissent pas prendre aux discours populistes du prétendant Bonaparte qui depuis son coup de force du 25 juillet 2021, fustige régulièrement les « *forces obscures* », les « *traîtres* », les « *vendus* », les « *voleurs* » et les « *affameurs du peuple* », et aujourd'hui, violemment, la fraction du prolétariat que constituent les travailleurs subsahariens immigrés. Les masses ne sont frappées ni de « *léthargie démocratique* » ni de « *d'anomie citoyenne* », comme voudrait le faire croire une certaine presse. Au contraire, le résultat du référendum et celui des élections législatives expriment un rejet massif mais marqué d'impuissance en raison de la démission politique de ceux-là même qui pourraient ouvrir une solution politique à la crise dans les conditions actuelles, en l'occurrence des dirigeants de l'UGTT.

Pour preuve : le 16 juin dernier, quelques semaines avant le référendum, à l'appel de l'UGTT, l'ensemble du secteur public (transports aérien, ferroviaire, routier et maritime, télécoms, régies publiques de gaz, d'électricité et d'eau...) était en grève « *pour de nouveaux accords salariaux* » « *pour corriger le pouvoir d'achat* » pour 2022, 2023 et rétrospectivement pour 2021 face à l'inflation qui atteint plus de 10%, pour une hausse de salaire de l'ordre de 10%. Selon la direction du syndicat, la grève était suivie à plus de 96%. Les forces existent, la volonté d'affronter et de chasser Saïed et ce qu'il représente existent. Mais cette grève est restée sans lendemain...

Autre preuve parmi d'autres : à la suite de l'arrestation du syndicaliste dont il est fait mention au début de cet article, plusieurs meetings et manifestations à l'appel de l'UGTT se sont tenus chaque semaine dans différentes villes, avec une participation massive. Ces démonstrations doivent converger le samedi 4 mars prochain à Tunis, avec meeting et manifestation appelés par la seule UGTT (aucun des partis dits « de gauche » n'a fait de déclaration pour les soutenir... ; pire, le Front du salut national, coalition de partis et de mouvements qui prétendent s'opposer à Saïed, appelle à une manifestation le lendemain...).

Comment est-on arrivé à cette situation ?

Durant les années qui ont suivi la chute de Ben Ali, l'aboutissement de la « transition démocratique » via le « processus électoral » a permis à l'appareil d'état bourgeois de rester en place et d'en finir avec le

processus révolutionnaire qui le menaçait. *Combattre pour le socialisme* (le bulletin du Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière révolutionnaire) nouvelle série n°45 (127), de janvier 2012, écrivait dans un article intitulé « Derrière le paravent des transitions démocratiques : la contre-révolution aux aguets » :

« Ainsi, à l'instar de l'Égypte, la Tunisie est marquée par une situation paradoxale, plus complexe que les images simplistes véhiculées dans la presse occidentale : le gouvernement [dirigé à l'époque par le parti islamiste Enhad] se met en place parce qu'il n'existe, en face de lui, aucune force organisée susceptible de lui contester l'exercice du pouvoir. La révolution n'a trouvé ni voix, ni bras armé. »

Les élections à l'assemblée constituante d'octobre 2012 connaissaient un taux participation de 54% à peine (et c'est dans ce contexte qu'Ennahda rassemblait plus d'1,5 million de voix). La classe ouvrière, la population laborieuse étaient politiquement exclues de ces élections, la direction de l'UGTT s'inscrivant à sa manière dans le « processus électoral »... en refusant de donner toute consigne de vote au nom de son « indépendance ». Pour ses bons services, et pour avoir promu et « *animé le dialogue national* », dicit l'académie d'Oslo, la direction de l'UGTT se voyait attribué le prix Nobel de la paix en compagnie de la fédération syndicale patronale Utica (Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat), de l'ordre national des avocats et de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme.

L'UGTT, organisation centrale du prolétariat tunisien, a joué un rôle primordial dans la chute de Ben Ali en 2011. Le prolétariat tunisien s'en est saisi pour mettre à bas le régime. Ainsi, l'UGTT aurait pu jouer un rôle politique majeur en l'absence de parti ouvrier, en prétendant au pouvoir et alors que les masses engageaient la destruction de l'état bourgeois dictatorial, tout en formulant leurs revendications (salaires, réforme agraire, libertés démocratiques...), avant de se heurter aux limites politiques que constituaient l'absence de perspective révolutionnaire et celle d'une avant-garde organisée en parti. Mais l'UGTT restait sous la férule de sa direction corrompue qui en faisait au contraire un instrument au service de la préservation du système capitaliste, de l'ordre bourgeois ou, comme le faisait comprendre avec ses mots Taboubi : « *aller vers un dialogue national global pour ramener la Tunisie sur la voie de la démocratie* », un dialogue « *qui rassemble toutes les sensibilités politiques, sociales et syndicales* »...

Que va décider de faire l'UGTT face au diktat du FMI et aux pressions de l'impérialisme ?

Depuis, la situation des masses empire chaque jour. Un fait en témoigne : en 2022, plus de 10 000 Tunisiens (dont 498 femmes et 2 000 mineurs) seraient arrivés clandestinement sur les côtes italiennes selon l'association Le Forum des droits économiques et sociaux qui fait un travail de veille sur la migration. Parmi ces candidats à l'immigration 443 personnes ont péri ou disparu en mer. Il n'est pas difficile de comprendre les raisons de cette migration qui illustre tragiquement le sentiment

d'impuissance de la population laborieuse devant un avenir qui ne lui réserve que misère et déchéance.

La Tunisie est aujourd'hui, au bord du défaut de paiement selon les institutions financières ; le pays connaît une très grave crise financière et économique, exacerbée par la pandémie et la guerre en Ukraine. Tous les produits de première nécessité, le lait, le beurre, le sucre, le café, l'huile, les pâtes (dont la Tunisie est le 2^e consommateur après l'Italie) sont en situation de pénurie, et les prix augmentent avec les pénuries... A cela s'ajoute des retards de paiements des salaires et des pensions, un chômage massif (selon l'Institut national de la statistique de Tunisie : « *Au troisième trimestre de l'année 2022, 37,8 % des personnes actives âgées de 15 à 24 ans étaient au chômage...*»), alors que l'économie et le travail informels connaissent des niveaux records. La Tunisie bascule dans une situation « à la libanaise »...

Ces difficultés économiques et financières ont obligé K. Saïed à quémander à nouveau l'aide du FMI, alors que la dette du pays n'a cessé d'augmenter ces dernières années. L'agence de notation Ficht indique : « *Le programme du FMI vise à remédier aux principales faiblesses structurelles de la Tunisie (par la mobilisation des recettes, le contrôle de la masse salariale publique, les subventions et les réformes des entreprises du secteur public...*» L'institution ajoute : « *Alors que le plan de financement donne une certaine visibilité sur la capacité de la Tunisie à faire face aux prochaines obligations du service de la dette extérieure, les pressions financières pourraient réapparaître si la Tunisie s'écarte des objectifs du programme du FMI, mettant en danger de nouveaux décaissements, ou si les prix des matières premières restent au-dessus de nos prévisions, d'autant plus que la Tunisie sera confrontée à un pic des échéances de la dette extérieure en 2024 (environ 2,6 milliards de dollars, dont 850 millions d'euro-obligations)* ». Un véritable chantage aux « restructurations », c'est-à-dire : privatisation des entreprises publiques, gel et baisse des salaires des fonctionnaires, arrêt des « compensations » (aides accordées sur les produits de première nécessité...), des mesures qui dégraderaient davantage encore les conditions de vie des masses au profit des capitalistes et des pays impérialistes.

Un protocole préliminaire entre le gouvernement et le FMI portant sur un prêt de 1,9 milliard de dollars sur 4 ans a bien été conclu avec ce Fonds en octobre dernier, mais l'impérialisme exige dorénavant que l'engagement soit « sécurisé » avant de finaliser l'accord. Et pour cela, l'adhésion de l'UGTT est indispensable car c'est sur elle que repose le fait de faire accepter ces plans anti-ouvriers aux masses.

Les créanciers impérialistes, par la voix du FMI, conditionnent leur financement éventuel à la mise en œuvre rapide d'un programme de ces réformes dites « structurelles ».

Mais le pouvoir n'a pas les moyens politiques, seul, d'imposer de telles réformes qui supposent de s'attaquer de front aux masses. Le soutien de l'UGTT lui est nécessaire. Or la direction de l'UGTT ne peut à cette étape prendre en charge de telles mesures impopulaires. En juillet dernier, elle dressait « *cent mille de lignes rouges* » devant la cession des entreprises publiques (tout en nuancant : « [notre vision est] *basée sur nécessité de restructurer et de réformer les entreprises publiques afin qu'elles puissent*

retrouver leur capacité d'embauche et de compétitivité et contribuer ainsi à renflouer les ressources de l'Etat ». Précision du même Taboubi : ses critiques ne visent pas l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) ni les « *hommes d'affaires patriotes et fidèles* » mais « *les opportunistes qui n'ont d'autre but que d'accumuler les bénéfices et les richesses par des méthodes détournées* ».

Il faut exiger que la direction de l'UGTT déclare : rejet du programme du FMI ! Au contraire, il faut établir un programme de défense de la population laborieuse !

- pas touche au subventionnement des produits de première nécessité !
- pas une seule privatisation, pas une seule suppression de poste !
- augmentation des salaires à hauteur de l'augmentation du coût de la vie, échelle mobile des salaires !
- pas touche aux libertés démocratiques !

Conclusion

Malgré les apparences et les airs qu'il se donne, le pouvoir de Kaïs Saïed est faible : les résultats électoraux donnés plus haut montrent qu'il n'a pas ni base ni soutien politiques. Le prolétariat ne reste pas inactif face à ses menaces dissimulées tant bien que mal derrière un discours et une mise en scène populistes.

Par manque de perspective politique qui pouvait seule venir de la direction de l'UGTT, émeutes de la faim et grèves éclatent dans plusieurs villes du pays et dans tous les secteurs : les enseignants se sont mis en grève, mais aussi les avocats, les pharmaciens, les boulangers... Il n'est pas un secteur professionnel, pas une région qui ne soit touché par ces mouvements de manière sporadique et disloquée. Face à cela, le pouvoir manœuvre et réprime, appelant l'armée en renfort de la police dans certains quartiers populaires, comme Ettadhamen à Tunis.

Récemment, dans la nuit du 24 au 25 janvier, la Fédération générale du transport (UGTT) a annoncé le report de la grève qu'elle avait prévue le 25 et 26 janvier dans le transport aérien, maritime et terrestre. Le syndicat indique « *qu'au bout de treize heures de négociations avec la partie gouvernementale, réunies hier au ministère des Affaires sociales, cette réunion a abouti à un accord. Cet accord a été conclu et un procès-verbal a été signé, permettant de reporter la grève générale aux 15 et 16 mars prochains attendu que les négociations doivent se poursuivre en ce qui concerne certains points restés en suspens* ». On ne connaissait pas les termes de cet accord (intervenue opportunément avant le deuxième tour des élections législatives), mais on apprend aujourd'hui que la grève prévue pour la mi-mars est maintenue car son « annulation est tributaire de l'exécution des accords conclus » (Slaheddine Selmi, secrétaire générale UGTT), alors que le dirigeant de la fédération des transports était convoqué par la police le 13 février voir au début de cet article).

Aucune confiance dans ce gouvernement ! A bas les plans du FMI ! Libération immédiate des syndicalistes emprisonnés ! Ne touchez pas aux libertés démocratiques !

Qu'attend la direction de l'UGTT pour appeler clairement le prolétariat et la jeunesse, la paysannerie pauvre à se mobiliser en masse pour affronter

et chasser Kais Saïed qui se prépare à affronter les masses ? Qu'attend la direction de l'UGTT pour constituer un gouvernement ouvrier qui s'appuie sur la mobilisation des masses ?

Telle est l'analyse des militants regroupés autour de *Maghreb socialiste*, qui vous invite à prendre contact pour en discuter.

Le 28 février 2023